



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.011/2/V
du 20 aout 2025

advies 78.011/2/V
van 20 augustus 2025

sur

over

une proposition de loi 'relative
à l'envoi d'une lettre de
sensibilisation aux enjeux
sécuritaires modifiés pour
lequel l'accès à certaines
informations du Registre
national des personnes
physiques au ministère de la
Défense est nécessaire'

een wetsvoorstel 'betreffende
het versturen van een
sensibiliseringsbrief inzake de
gewijzigde veiligheidssituatie
waarvoor de toegang tot
bepaalde informatiegegevens
van het Rijksregister van
natuurlijke personen aan het
ministerie van
Landsverdediging
noodzakelijk is'

Le 17 juillet 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 2 septembre 2025 sur une proposition de loi 'relative à l'envoi d'une lettre de sensibilisation aux enjeux sécuritaires modifiés pour lequel l'accès à certaines informations du Registre national des personnes physiques au ministère de la Défense est nécessaire', déposée par MM. Peter BUYSROGGE, Luc FRANK, Mathieu MICHEL, Axel WEYDTS et Koen VAN DEN HEUVEL (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0949/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre des vacations le 20 août 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 août 2025.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 17 juli 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege^{*} verlengd tot 2 september 2025 een advies te verstrekken over een wetsvoorstel ‘betreffende het versturen van een sensibiliseringsbrief inzake de gewijzigde veiligheidssituatie waarvoor de toegang tot bepaalde informatiegegevens van het Rijksregister van natuurlijke personen aan het ministerie van Landsverdediging noodzakelijk is’, ingediend door de heren Peter BUYSROGGE, Luc FRANK, Mathieu MICHEL, Axel WEYDTS en Koen VAN DEN HEUVEL (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 56-0949/001).

Het voorstel is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 20 augustus 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 augustus 2025.

*

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. La proposition de loi à l'examen tend à fixer les modalités d'envoi d'un courrier à chaque Belge ou ressortissant d'un État membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse résidant en Belgique et atteignant l'âge de dix-huit ans au cours de l'année qui suit celle où ce courrier est expédié afin de l'informer de l'évolution de la situation sécuritaire et de l'inviter à postuler pour rejoindre le cadre de réserve des Forces armées. Elle tend dans ce cadre à établir le fondement légal permettant l'accès à certaines données à caractère personnel du public-cible, à savoir des mineurs de dix-sept ans, afin que le courrier de sensibilisation leur parvienne.

2. L'organisation d'un traitement de données à caractère personnel implique notamment le respect d'un principe de légalité imposé par l'article 22 de la Constitution.

Ainsi que l'a rappelé l'Assemblée générale de la section de législation dans son avis 68.936/AG du 7 avril 2021,

« [c]onformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle ¹.

En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les 'éléments essentiels' sont fixés préalablement par le législateur ².

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Note de bas de page 174 de l'avis cité : Déjà invoqué plus avant, numéros 70 et s.

² Note de bas de page 175 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

Par conséquent, les 'éléments essentiels' des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données »³.

Comme l'a rappelé la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 33/2022,

« [o]utre cette exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 7, 8 et 52 de la Charte, impose que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée et du droit à la protection des données à caractère personnel soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

En matière de protection des données, cette exigence de prévisibilité implique qu'il doit être prévu de manière suffisamment précise dans quelles circonstances les traitements de données à caractère personnel sont autorisés [...].

Toute personne doit pouvoir avoir une idée suffisamment claire des données traitées, des personnes concernées par un traitement de données déterminé et des conditions et finalités dudit traitement.

[...]

Le niveau requis de précision de la législation concernée – laquelle ne peut du reste parer à toute éventualité – dépend notamment du domaine qu'elle est censée couvrir et du nombre et de la qualité de ses destinataires [...] »⁴.

Enfin, comme la Cour constitutionnelle l'a également rappelé dans son arrêt n° 33/2022,

« [u]ne ingérence des pouvoirs publics dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit non seulement reposer sur une disposition législative suffisamment précise, mais aussi répondre à un besoin social impérieux dans une société démocratique et être proportionnée au but légitime poursuivi.

Pour juger du caractère proportionné de mesures relatives au traitement de données à caractère personnel, il convient de tenir compte notamment de leur caractère automatisé, des techniques utilisées, de la précision, de la pertinence et du caractère excessif ou non des données traitées, de l'existence ou de l'absence de mesures qui limitent la durée de conservation des données, de l'existence ou de l'absence d'un système de contrôle indépendant permettant de vérifier si la conservation des données est encore requise, de la présence ou de l'absence de droits de contrôle et de voies de recours suffisantes pour les personnes concernées, de la présence ou de l'absence de garanties visant à éviter la stigmatisation des personnes dont les données sont traitées, du caractère distinctif de la réglementation et de la présence ou de l'absence de garanties visant à éviter l'usage

³ Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119, observation n° 101). Voir aussi C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 1^{er} juin 2023, n° 84/2023, B.16.9

⁴ C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.2.

inapproprié et abusif, par les services publics, des données à caractère personnel traitées [...].

[...]

En ce qui concerne le respect du principe de proportionnalité, il ressort de la jurisprudence constante de la Cour de justice que la protection du droit fondamental au respect de la vie privée au niveau de l'Union exige que les dérogations à la protection des données à caractère personnel et les limitations de celle-ci s'opèrent dans les limites du 'strict nécessaire' [...] »⁵.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD ») impose en ce sens, en son article 5, paragraphe 1, c), le respect du principe de minimisation des données.

3.1. La proposition à l'examen suscite plusieurs observations au regard des principes ainsi rappelés, dont le respect s'impose d'autant plus que les traitements envisagés portent sur des données relatives à des mineurs, autrement dit des personnes vulnérables et dignes de protection spécifique conformément au considérant 38 du RGPD.

3.2. Eu égard aux justifications et aux finalités de la proposition, telles qu'elles ressortent de ses développements, la section de législation n'aperçoit pas le lien entre le lieu de naissance, visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques' et ces finalités, ni a fortiori la nécessité de l'accès à cette donnée. Aucune justification n'est à cet égard fournie dans les développements de la proposition.

Il en va de même en ce qui concerne l'autorisation d'utiliser le numéro de Registre national des personnes visées. Dans son avis 52/2025 du 3 juillet 2025, l'Autorité de protection des données indique qu'elle « ne perçoit pas en quoi son utilisation est nécessaire pour le tirage de la liste des personnes à inviter et l'envoi du courrier de sensibilisation. Le commentaire de l'article ne contient pas non plus de justification à ce sujet ».

Il appartient aux auteurs de la proposition de démontrer la pertinence et la nécessité du traitement envisagé au regard des principes de légalité et de minimisation rappelés ci-avant. À défaut, les articles 3 et 4 de la proposition seront revus pour ne plus faire mention de ces traitements.

3.3. La portée de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2^o, de la proposition manque de clarté et s'avère particulièrement large. Telle qu'elle est formulée, la disposition ne permet pas que soient déterminés les destinataires de la transmission des données envisagée, ni la finalité de celle-ci. Interrogé à ce sujet, le délégué a répondu à l'Autorité de protection des données qu'« il n'y a pas d'autres autorités et institutions publiques concrètes envisagées [auxquelles communiquer les données]. La disposition a été prévue pour le cas où cela devrait être nécessaire et une disposition qui se retrouve également dans d'autres textes légaux similaires ».

⁵ C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.45.2.

Malgré ces explications, le traitement des données ici envisagé ne peut être déterminé de manière prévisible et claire.

Cette disposition sera soit précisée, soit omise.

3.4. L'article 4, § 3, prévoit que « [l]es consultations des informations visées à l'article 3 par les membres de personnel habilités [...] sont conservées durant dix ans dans un registre des consultations ».

Tel qu'elle est rédigée, cette disposition semble concerner uniquement la durée de conservation des informations relatives aux consultations des données, lesquelles seront consignées dans un registre des consultations, et non la durée de conservation des données consultées en application de l'article 3.

Si telle est bien l'intention, il conviendra, le cas échéant, de compléter le dispositif examiné afin de prévoir également la durée de conservation des données personnelles qui auraient été consultées en application de l'article 3 et conservées – par exemple dans une liste ou un fichier spécifique – par les membres du personnel habilités.

À cet égard, la section de législation attire d'ores et déjà l'attention du législateur sur le fait que, compte tenu de la finalité du traitement et du principe selon lequel le destinataire du courrier de sensibilisation ne doit le recevoir qu'une seule fois, à ses dix-sept ans, cette conservation devra sans doute être de courte durée, sauf à démontrer dans la suite des travaux parlementaires la pertinence d'une durée de conservation plus longue ⁶.

4. L'ensemble de la proposition sera revu à la lumière de ces observations.

*

⁶ L'attention est attirée à cet égard sur ce que, comme le souligne l'Autorité de protection des données dans son avis 52/2025 du 3 juillet 2025, « le Registre national n'est pas une base de données anodine. Elle reprend toute une série d'informations sur toutes les personnes résidant en Belgique. D'ailleurs, l'article 14 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physique[s] impose la destruction des bases de données du Registre national en temps de guerre (ou périodes assimilées) ou d'occupation du territoire par l'ennemi ; ce qui nécessite de devoir se faire rapidement ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

ALGEMENE OPMERKING

1. Het voorliggende wetsvoorstel wil de nadere regels bepalen voor het verzenden van een brief met informatie over de evolutie van de veiligheidssituatie en een uitnodiging om bij het reservekader van de Krijgsmacht te solliciteren, gericht aan iedere Belg of onderdaan van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondstaat die in België verblijft en die de leeftijd van achttien jaar bereikt in de loop van het jaar volgend op het jaar waarin die brief wordt verstuurd. Het voorstel wil in dat kader de nodige rechtsgrond vaststellen voor de toegang tot bepaalde persoonsgegevens van het doelpubliek, namelijk minderjarigen van zeventien jaar, zodat die sensibiliseringsbrief ter bestemming komt.

2. De organisatie van een verwerking van persoonsgegevens impliceert met name dat het legaliteitsbeginsel, voorgeschreven bij artikel 22 van de Grondwet, in acht wordt genomen.

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving heeft in haar advies 68.936/AV van 7 april 2021 op het volgende gewezen:

“Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd.”¹

Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.²

[‡] Aangezien het om een voorstel van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan. Aangezien het om een voorstel van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Voetnoot 174 van het geciteerde advies: Wat dit beginsel betreft, zie *supra* randnummers 70 en v.

² Voetnoot 175 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

Bijgevolg moeten de ‘essentiële elementen’ van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”³

Het Grondwettelijk Hof heeft in zijn arrest nr. 33/2022 het volgende in herinnering gebracht:

“Naast het formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 7, 8 en 52 van het Handvest, de verplichting op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en in het recht op bescherming van persoonsgegevens in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven toestaat.

Inzake de bescherming van de persoonsgegevens impliceert dat vereiste van voorzienbaarheid dat voldoende precies moet worden bepaald in welke omstandigheden de verwerkingen van persoonsgegevens zijn toegelaten (...).

Derhalve moet eenieder een voldoende duidelijk beeld kunnen hebben van de verwerkte gegevens, de bij een bepaalde gegevensverwerking betrokken personen en de voorwaarden voor en de doeleinden van de verwerking.

(...)

De vereiste graad van precisie van de betrokken wetgeving - die niet in elke hypothese kan voorzien - is onder meer afhankelijk van het domein dat wordt gereguleerd en van het aantal en de hoedanigheid van de personen tot wie de wet is gericht (...).”⁴

Ten slotte heeft het Grondwettelijk Hof in arrest nr. 33/2022 ook op het volgende gewezen:

“(...) een overheidsinmenging in de uitoefening van het recht op eerbiediging van het privéleven [dient] niet alleen op een voldoende precieze wettelijke bepaling te berusten, maar ook te beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en evenredig te zijn met het nagestreefde wettige doel.

Bij de beoordeling van de evenredigheid van maatregelen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, dient rekening te worden gehouden met, onder meer, het geautomatiseerde karakter ervan, de gebruikte technieken, de accuraatheid, de pertinentie en het al dan niet buitensporige karakter van de gegevens die worden verwerkt, het al dan niet voorhanden zijn van maatregelen die de duur van de bewaring van de gegevens beperken, het al dan niet voorhanden zijn van een systeem van onafhankelijk toezicht dat toelaat na te gaan of de bewaring van de gegevens nog langer is vereist, het al dan niet voorhanden zijn van afdoende controlerechten en rechtsmiddelen voor de betrokkenen, het al dan niet voorhanden zijn van waarborgen ter voorkoming van

³ Advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/1, 119, opmerking 101. Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 1 juni 2023, nr. 84/2023, B.16.9.

⁴ GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.2.

stigmatisering van de personen van wie de gegevens worden verwerkt, het onderscheidend karakter van de regeling en het al dan niet voorhanden zijn van waarborgen ter voorkoming van foutief gebruik en misbruik van de verwerkte persoonsgegevens door de overheidsdiensten (...).

(...)

Wat de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel betreft, blijkt uit de vaste rechtspraak van het Hof van Justitie dat de bescherming van het grondrecht op eerbiediging van het privéleven op het niveau van de Unie vereist dat de uitzonderingen op de bescherming van de persoonsgegevens en de beperkingen ervan binnen de grenzen van het 'strikt noodzakelijke' blijven (...)."⁵

Artikel 5, lid 1, c), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: de "AVG") bevat in die zin de verplichting dat het beginsel van minimale gegevensverwerking wordt nageleefd.

3.1. Het voorliggende voorstel geeft aanleiding tot verschillende opmerkingen in verband met de beginselen die zonet werden aangehaald en die des te meer in acht moeten worden genomen daar de beoogde verwerkingen betrekking hebben op gegevens van minderjarigen, dat wil zeggen van kwetsbare personen die overeenkomstig overweging 38 van de AVG recht hebben op specifieke bescherming.

3.2. Gelet op de gegeven rechtvaardigingen en op de doeleinden van het voorstel, zoals die naar voren komen uit de toelichting, ziet de afdeling Wetgeving niet hoe de geboorteplaats, vermeld in artikel 3, eerste lid, 2°, van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen', verband houdt met die doeleinden, noch, *a fortiori*, waarom het nodig is toegang te hebben tot dat gegeven. De toelichting bij het voorstel bevat in dat verband geen enkele rechtvaardiging.

Hetzelfde geldt met betrekking tot de toelating om het rijksregisternummer van de betrokkenen te gebruiken. In haar advies 52/2025 van 3 juli 2025 zegt de Gegevensbeschermingsautoriteit dat ze niet inziet "waarom dit nodig is voor het opstellen van de lijst van uit te nodigen personen en het versturen van de sensibiliseringsbrief. Ook in de toelichting bij het artikel wordt hierover geen uitleg gegeven."

De stellers van het voorstel moeten kunnen aantonen dat de beoogde verwerking relevant en nodig is in het licht van de hierboven aangehaalde beginselen inzake legaliteit en minimale gegevensverwerking. Zo niet moeten de artikelen 3 en 4 van het voorstel worden herzien zodat ze niet langer melding maken van die verwerkingen.

3.3. De draagwijdte van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van het voorstel is onduidelijk en blijkt bijzonder ruim. Zoals die bepaling geformuleerd is, valt niet vast te stellen aan wie de gegevens zouden worden overgezonden, noch wat het doeleinde van die overzending is. Op een

⁵ GwH, 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.45.2.

vraag daarover heeft de gemachtigde aan de Gegevensbeschermingsautoriteit het volgende geantwoord: “il n’y a pas d’autres autorités et institutions publiques concrètes envisagées [waaraan de gegevens mee te delen zijn]. La disposition a été prévue pour le cas où cela devrait être nécessaire et une disposition qui se retrouve également dans d’autres textes légaux similaires.”

Ondanks die uitleg kan de hier beoogde gegevensverwerking niet op voorzienbare en duidelijke wijze bepaald worden.

De bepaling moet ofwel verduidelijkt ofwel weggelaten worden.

3.4. Artikel 4, § 3, bepaalt: “De consultaties van de gegevens bedoeld in artikel 3 door de gemachtigde personeelsleden (...) worden gedurende tien jaar bijgehouden in een consultatieregister.”

Zoals die bepaling gesteld is, lijkt ze uitsluitend betrekking te hebben op de termijn voor de bewaring van de informatie over de consultaties van de gegevens – consultaties die in een consultatieregister bijgehouden worden –, en niet op de bewaartermijn van de met toepassing van artikel 3 geconsulteerde gegevens.

Als dat inderdaad de bedoeling is, moet het voorliggende dispositief in voorkomend geval worden aangevuld zodat het ook de termijn bepaalt voor de bewaring van de persoonsgegevens die met toepassing van artikel 3 geconsulteerd zouden zijn en die door de gemachtigde personeelsleden zouden worden bewaard – bijvoorbeeld in een specifieke lijst of een specifiek bestand.

In dat verband wijst de afdeling Wetgeving de wetgever nu al op het feit dat, gelet op het doeleinde van de verwerking en op het beginsel dat de bestemming van de sensibiliseringsbrief die brief slechts één keer – wanneer hij zeventien jaar is – dient te ontvangen, die bewaring wellicht van korte duur moet zijn, behalve als in het vervolg van de parlementaire voorbereiding kan worden aangetoond dat het relevant is in een langere bewaartermijn te voorzien.⁶

4. Het voorstel moet in zijn geheel herzien worden in het licht van deze opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

⁶ De aandacht wordt er in dat verband op gevestigd dat, zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit in advies 52/2025 van 3 juli 2025 benadrukt, “het Rijksregister geen onbelangrijke gegevensbank is. Het bevat een hele reeks gegevens over alle personen die in België wonen. Artikel 14 van de wet van 8 augustus 1983 tot instelling van een Rijksregister van natuurlijke personen schrijft overigens voor dat de databanken van het Rijksregister in oorlogstijd (of gelijkgestelde periodes) of tijdens de bezetting van het grondgebied door de vijand, moeten worden vernietigd, wat snel moet gebeuren”.